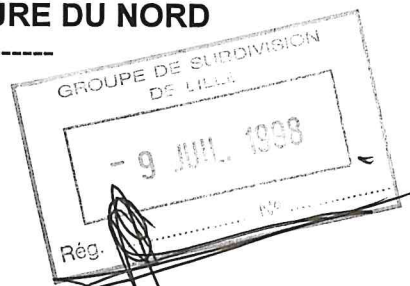


DIRECTION DE L'ADMINISTRATION GENERALE

3ème Bureau

ENVIRONNEMENT

JMDel/DC



ARRETE préfectoral imposant des prescriptions complémentaires à la Société MAGEFI pour la poursuite d'exploitation de son établissement sis sur le territoire de la commune de SANTES.

LE PREFET DE LA REGION NORD-PAS-de-CALAIS,
PREFET DU NORD,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

VU la loi n° 76.663 du 19 juillet 1976 modifiée relative aux installations classées pour la protection de l'environnement et son décret d'application n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié, notamment son article 18 ;

VU la loi n° 92.3 du 3 janvier 1992 sur l'eau et ses décrets d'application n° 93.742 et 93.743 du 29 mars 1993 ;

VU les arrêtés préfectoraux en date des 26 avril 1985 et 28 août 1986 autorisant la Société MAGEFI - Magasins Généraux des Voies Fluviales Françaises et Internationales - au Port Fluvial, 3ème Rue - 59211 SANTES - à exploiter, à cette adresse, des silos de stockage de céréales et autres produits organiques ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 24 octobre 1997 mettant en demeure la Société MAGEFI de respecter les dispositions des arrêtés préfectoraux susvisés ;

VU le rapport en date du 26 janvier 1998 de Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées, duquel il ressort qu'à la suite d'une visite effectuée sur place en date du 4 décembre 1997 ayant pour objet de vérifier l'application des dispositions de l'arrêté préfectoral de mise en demeure susvisé et rencontre avec les pompiers présents sur le site, il a été indiqué à Monsieur l'inspecteur des installations classées par ces derniers que les exercices annuels d'intervention n'étaient pas justifiés, les risques d'un tel site étant soit l'incendie, soit l'effondrement d'une ou plusieurs cellules après explosion, qu'ils connaissaient ces risques et s'entraînaient constamment sur ce type de scénarii ;

VU l'avis par le Conseil Départemental d'Hygiène lors de sa séance du 20 mai 1998 ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de modifier les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 26 avril 1985 concernant l'annualisation des exercices d'intervention des Services d'Incendie et de Secours, notamment en testant le plan d'intervention du site après sa mise en place ainsi qu'après toute modification importante ;

SUR la proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord,

ARRETE :

ARTICLE 1er. - Pour la poursuite de son exploitation sur SANTES, la Société MAGEFI (Magasins Généraux des Voies Fluviales Françaises et Internationales) sise Port Fluvial, 3ème Rue - 59211 SANTES - est tenue de respecter les prescriptions du présent arrêté.

ARTICLE 2. - INTERVENTION DES SERVICES D'INCENDIE ET DE SECOURS

Les prescriptions de l'article 8 de l'arrêté du 26 avril 1985 sont modifiées comme suit :

- les abords du silo ainsi que l'aménagement des ateliers et locaux intérieurs seront conçus de manière à permettre une intervention rapide et aisée des Services d'Incendie et de Secours
- les éléments d'information nécessaires à de telles interventions (emplacement des bouches d'incendie, poteaux d'incendie, etc...) seront matérialisés sur les sols et bâtiments de manière apparente
- les schémas d'intervention et plan d'intervention interne, maintenus à jour à chaque modification intervenant au sein de l'établissement, seront adressés à l'Inspecteur Départemental des Services d'Incendie et de Secours et à l'inspection des installations classées
- un exercice d'intervention aura lieu après la mise en place effective du plan d'intervention interne et après chaque modification importante. L'inspection des installations classées sera prévenue au préalable de tels exercices.

ARTICLE 3. - - La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de Lille par le demandeur ou l'exploitant dans le délai de deux mois qui court à compter de sa notification.

ARTICLE 4. - Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la Société et dont ampliation sera adressée à :

- Monsieur le Maire de SANTES
- Monsieur l'Ingénieur en Chef des Mines, Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de SANTES et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté, énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du Maire ;

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant

- un avis sera inséré, par les soins du Préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans tout le département

Fait à LILLE, le 3 JUILLET 1998

LE PREFET,
pour le Préfet,
LE SECRETAIRE GENERAL,

François PHILIZOT.

pour ampliation,
LE CHEF DE BUREAU DELEGUE

Régine LARRIEU.

